

# En pleine crise politique, Theo Francken admet s'inspirer du Vlaams Belang

## LE RÉSUMÉ

Les partis de la majorité fédérale se donnent le temps de sortir de la crise du pacte de l'ONU sur les migrations.

Pendant que Theo Francken loue le Vlaams Belang.

Deux approches semblent coexister au sein de la N-VA quant à la crise politique du moment.

MATHIEU COLLEYN

Le mercure est en train de descendre dans le thermomètre du gouvernement fédéral. Vendredi, le Conseil des ministres restreint – le kern –, n'a abordé que brièvement le dossier du Pacte sur les migrations de l'ONU qui divise la majorité N-VA-MR-CD&V-Open VLD. Contre ses partenaires, les nationalistes continuent de s'opposer à ce texte dont le Premier ministre a pourtant assuré la signature par la Belgique à la tribune de l'ONU.

«Des deux côtés, beaucoup estiment qu'il est temps d'atterrir. Au terme de cette semaine, la N-VA a pu montrer sa fermeté sur le pacte et Charles Michel a pu affirmer son leadership au sein du gouvernement, chacun a marqué des points dans son camp», glisse un proche du gouvernement. Jan Jambon a en outre accrédité la thèse selon laquelle deux tendances existeraient au sein de la N-VA. Le problème ne viendrait pas de lui, a fait comprendre le vice-Premier N-VA, qui incarne une ligne de consensus

face à un Theo Francken plus radical. Jeudi soir, le secrétaire d'État en charge de la Migration en a fait à nouveau la démonstration à l'occasion d'un débat contradictoire avec le Vlaams Belang. «Je suis (ce qu'écrit) le Vlaams Belang en matière de migration, je ne me sens pas à l'aise de le reconnaître, a-t-il lancé, cité par De Standaard. Je lis vos textes, parfois je m'en inspire. Sur ce terrain, vous avez énormément conscientisé, c'est méritoire.»

Officiellement, les positions de Charles Michel et de la N-VA sur le pacte n'avaient pas évolué vendredi. Mais le langage était plutôt à l'apaisement. «J'ai confiance dans cette équipe car nous avons fait la preuve pendant 4 ans et demi que nous pouvions prendre des décisions, a indiqué Charles Michel à l'issue du Conseil des ministres. Si tous ceux qui sont autour de la table font preuve de bon sens et de bonne volonté, on peut faire un bon choix. «Ce ne sera pas évident mais nous allons travailler d'arrache-pied», a dit Jan Jambon pour la N-VA.

Quant aux libéraux et aux sociaux-chrétiens flamands, ils semblent ne

pas croire à la chute du gouvernement sur ce dossier. «J'ai tout de même entendu Jan Jambon dire qu'il trouvait qu'il y avait au gouvernement suffisamment de personnes dotées de bon sens pour trouver une solution. Et je pense que nous allons trouver une solution», commentait Alexander De Croo, vice-Premier Open VLD.

Kris Peeters, vice-Premier CD&V, se montre également optimiste. «En ce qui me concerne, j'ai encore pas mal de pain sur la planche: le jobdeal, nous sommes occupés par les discussions sur le Brexit, nous devons maintenir notre économie à niveau. Faire tomber le gouvernement maintenant, ce serait un très mauvais signal. Je veux tout simplement continuer à travailler», a-t-il indiqué via l'agence Belga. «Ça, vous devez le demander à la N-VA», a-t-il répondu à une question sur la chute de Michel 1<sup>er</sup>. «Mais si elle fait tomber le gouvernement, c'est une grande responsabilité.»

## Stratégie duale

«Personne dans cette majorité n'a intérêt à ce que le gouvernement tombe, commente pour sa part le politologue

logue Dave Sinardet (Saint-Louis, VUB). Mais parfois, on bascule dans l'irrationnel, par exemple quand un parti perd le contrôle de la situation. Je suis assez d'accord avec l'analyse que semble faire le MR, à savoir que la N-VA a commis une erreur de focaliser à ce point l'attention sur ce pacte. La N-VA se retrouve dans cet exercice d'équilibre qu'elle connaît bien et qui constitue une stratégie pour elle. Entre une ligne dure sur l'immigration qui lui a permis d'attirer les électeurs du Belang et celle d'un parti responsable et gestionnaire. Une partie de son électeurat de centre droit demande cela. Une chute du gouvernement peut donc s'avérer coûteuse pour le parti.»

Reste à trouver une piste d'atterrissage. À ce stade, la seule qui semble toujours s'imposer est celle d'une déclaration interprétative consensuelle à adjoindre au texte du pacte, de préférence élaborée avec d'autres pays européens. La recherche d'un accord pourrait prendre encore plusieurs jours. Le gouvernement a jusqu'au 10 décembre, début du sommet de Marrakech où doit être signé ce fameux pacte onusien.

## CONSEIL DES MINISTRES 95% DU JOBSDEAL APPROUVÉ

Le Conseil des ministres a approuvé, ce vendredi, un avant-projet de loi qui contient une grande partie des mesures du

jobsdeal. Selon le ministre de l'Emploi, Kris Peeters, 95% de ce programme qui vise à activer les demandeurs d'emploi et à résorber les métiers en pénurie est désormais approuvé par le gouvernement. Seule manque la dégressivité des allocations de chômage pour laquelle des pro-

positions sont attendues d'ici la semaine prochaine. Parmi les mesures figure le reclassement qui sera désormais offert au travailleur qui perd son emploi pour force majeure médicale. Par ailleurs, les travailleurs licenciés devront s'inscrire dans le mois de la fin du contrat de

travail auprès de leur service régional de l'emploi. Deux mesures concernent par ailleurs les travailleurs âgés et les prépensions, et ne devraient guère plaire aux organisations syndicales. L'accessibilité au crédit-temps pour fin de carrière est portée à 60 ans au lieu de 55 ans.

«Cette adaptation s'inscrit dans le cadre de l'ambition de prolonger la carrière professionnelle des gens», a expliqué Peeters. Enfin, les conditions d'accès au RCC (chômage avec complément d'entreprise, ex-prépension) seront plus strictes.

BELGA

«Ce ne sera pas évident mais nous allons travailler d'arrache-pied.»

JAN JAMBON  
VICE-PREMIER MINISTRE N-VA